

**Un PDG confiant,  
des études autofinancées en 2010,  
des devis pour l'accessibilité  
GPEC, prévention des risques psycho-sociaux : rien**

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Vous avez proposé de recevoir les organisations syndicales à l'occasion de votre visite sur le centre de Satory. La CGT déplore que vous ne concédiez cette rencontre qu'à une heure si tardive.

Cet horaire est peu compatible avec des objectifs d'égalité professionnelle entre hommes et femmes, et plus généralement avec le respect de la vie personnelle de vos collaborateurs.

Cependant, la CGT apprécie que vous n'oubliez pas le centre de Satory lors de votre tour de France.

Nos questionnements portent tout d'abord sur des sujets économiques :

- les études amont, le niveau de financement prévisible par le client budgétaire et celui d'autofinancement.

- Plus généralement, le plan de charge du bureau d'étude nous inquiète fortement. Comment maintenir nos compétences en attendant la valorisation du char Leclerc ou le remplacement du VAB ?

Ainsi, la CGT souhaite profiter de votre passage pour demander la mise en place d'une commission GPEC au niveau de notre comité d'établissement, afin de travailler à donner une visibilité en terme d'emploi et de formation à cette charge et à faire jouer une véritable politique de GPEC.

Localement deux problèmes tiennent à cœur la CGT :

- L'accessibilité du site et de la restauration aux personnels à mobilité réduite qu'ils soient de NEXTER ou d'autres entreprises. Un accès à la restauration dont nous ne pouvons attendre la solution en 2012 avec un nouveau restaurant.

- Enfin l'inscription des risques psycho-sociaux au document unique paraît à la CGT un bon moyen de caractériser l'importance que la direction attache à véritable politique de leur prévention.

Bien sûr, ces demandes ne gomment pas des revendications qui sont communes à l'ensemble du groupe. Il en est ainsi du budget des Activités Sociales et Culturelles pour les comités d'établissement ou d'une politique salariale qui récompensent « les efforts » des salariés.

Compte Rendu de la réunion

Le PDG n'était pas venu pour rencontrer les organisations syndicales ou répondre à nos questions, il était venu terminer son tour de France des établissements à la rencontre des salariés, de la réalité de leur métier et de leurs conditions de travail.

Le PDG a salué des équipes motivées, passionnées, ayant une grande facilité à parler de leurs nombreux projets, le PDG s'est dit confiant en ce qu'il avait vu. Il a remercié tous les participants et organisateurs de cette visite.

Le président a souhaité répondre sur les préoccupations de plan de charge, convenant que si le plan de charge des métiers du soutien ne posait pas de problème le plan de charge étude face à la baisse des PEA, la diminution des lots de développement, le report à fin 2010 des travaux sur les chenilles souples ne devait pas inquiéter.

Le PDG a annoncé un effort très significatif sur les études autofinancées en 2010 qui permettront de

préparer ce qui doit constituer notre avenir essentiellement SCORPION et VBMR.

Le PDG s'est félicité que pour SCORPION notre offre est belle allure, notre alliance avec THALES et SAGEM remplaçait avantageusement le départ d'EADS.

Au chapitre des alliances le PDG n'a rien voulu nous dire de plus que ce que le PDG de THALES a déclaré dans le journal LE MONDE, priorité pour Vigneron à la réorganisation interne de Thales, travail avec SAGEM sur l'OPTRONIC, rien d'autre dans le terrestre pour le moment.

En matière d'alliance la vision de NEXTER se résume au propos du PDG de THALES.

Le directeur a souligné les progrès réalisés dans le bâtiment 265 (showroom), a rappelé que les devis étaient demandé pour répondre aux problèmes d'accessibilité si ce n'est pas trop cher mais que bien entendu en 2012 tout sera formidable.

Commentaires de la CGT

La GPEC ne fait pas recette à NEXTER, l'ajustement charge capacité à court terme reste la seule variable de gestion. Pour la CGT, la GPEC s'est surtout l'anticipation des changements par la formation des salariés.

Si les risques psycho-sociaux seront discutés au prochain CCE (celui du 23 décembre), pour l'heure il n'est pas prévu d'inscription sur le registre unique des risques, ainsi la direction s'exonère de toute contrainte.